

## LES SOLDATS TIRENT, LES JOURNALISTES TRINQUENT

Selon la Fédération internationale des journalistes (IFJ), 2004 a été l'année la plus mortelle pour les reporters depuis 1980, année où l'on a commencé à compter les décès : en seulement douze mois, 129 journalistes ont été tués, dont 49 lors du conflit irakien.

Selon le journaliste indépendant Dahr Jamail qui écrit pour l'agence de presse Inter Press Service, les journalistes sont de plus en plus nombreux à être détenus et **menacés par le gouvernement intérimaire installé en Irak par les Américains**. Le seul gage de sécurité pour le reporter est d'être incorporé aux forces américaines. Les reporters non incorporés prennent le risque considérable d'être pris par les soldats pour des cibles ennemies.

L'attaque la plus flagrante contre des journalistes a eu lieu le matin du 8 avril 2003 quand la troisième division d'infanterie des États-Unis a tiré sur l'hôtel Palestine à Bagdad, tuant les cameramen José Cous et Taras Protsyuk et en blessant trois autres. L'hôtel servait de quartier général pour une centaine de reporters et autres journalistes. Les responsables du Pentagone savaient que l'Hôtel Palestine était rempli de journalistes et ils avaient assuré l'agence Associated Press que les États-Unis ne prendraient pas le bâtiment pour cible.

Selon le site Truthout, l'armée américaine a refusé de publier le rapport de son enquête. Le Comité américain de protection des journalistes, créé en 1981 pour protéger les journalistes des pays étrangers des gouvernements et de tous ceux qui n'ont pas l'utilité de médias libres et indépendants, a entamé des poursuites judiciaires dans le cadre de la loi sur la liberté d'information afin de forcer l'armée à diffuser les résultats de son enquête. L'exemplaire expurgé des résultats publiables ne

montre rien d'autre qu'une enquête de commandant.

Insatisfaits par l'enquête de l'armée américaine, Reporters sans frontières (RSF) a mené sa propre enquête et a réuni des preuves auprès de journalistes présents à l'hôtel Palestine au moment des attaques. Ces preuves constituaient des récits de témoins oculaires que l'armée a négligemment omis d'inclure à son rapport. Le rapport de RSF a également apporté des informations révélées par des journalistes incorporés dans l'armée américaine et par des soldats ainsi que par des officiers américains directement impliqués dans l'attaque. Le rapport a établi que les responsables américains ont tout d'abord menti au sujet de l'attaque de l'Hôtel Palestine puis, dans une déclaration officielle faite quatre mois plus tard, ils ont exonéré l'armée américaine de toute faute ou erreur de jugement, l'enquête ayant révélé que les soldats sur le terrain ignoraient que l'hôtel était rempli de journalistes.

Olga Rodriguez, une journaliste présente à l'Hôtel Palestine pendant l'attaque a affirmé dans l'émission « Democracy Now ! » de la radio libre KPFA que les soldats et les tanks se trouvaient aux abords de l'hôtel 36 heures avant les tirs et que les journalistes avaient même parlé avec les soldats.

De nombreuses autres attaques contre des journalistes ont eu lieu. En France, on se souvient notamment de celle dont a été victime Frédéric Nérac, « décédé à bord d'un véhicule irakien au cours d'un échange de tirs survenu entre des Irakiens et des soldats américains », selon le Quai d'Orsay. Dans toutes ces affaires, des zones d'ombre subsistent et, dans la plupart des cas, tous les soldats impliqués ont été blanchis.

Sources : communiqué de presse de la Fédération internationale des journalistes, 18 janvier 2005, <http://www.ifj.org>; Inter Press Service, 18 novembre 2004 ; Truthout, 28 février 2005, <http://www.truthout.org>; « Democracy Now ! » 23 mars 2005